

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > LGBT+ (France) > LGBT+ (France et autres - tri en cours) > « **La haine envers les homosexuels reste bien vivace en France** »

« **La haine envers les homosexuels reste bien vivace en France** »

vendredi 18 mai 2007, par [CHEMIN Anne](#), [DEFFRENNES Geoffroy](#), [VINCENT Catherine](#) (Date de rédaction antérieure : 17 mai 2007).

Débats, projections de films, réunions publiques, expositions : comme chaque année depuis 2005, la Journée mondiale contre l'homophobie a lieu le 17 mai. La date n'a pas été choisie au hasard : elle commémore la suppression, en 1990, de l'homosexualité de la liste des maladies mentales dressée par l'Organisation mondiale de la santé.

Sommaire

- [Pétition pour la dépénalisatio](#)
- [Condamné pour homophobie, M](#)
- [Etre un homme : pas si simple](#)

Lancée par l'universitaire Louis-Georges Tin, cette Journée mondiale a été officiellement reconnue par le Parlement européen, la Grande-Bretagne, le Mexique, le Québec, et elle sera célébrée, cette année, dans une cinquantaine de pays.

En France, les actes homophobes ne sont pas recensés en tant que tels par les autorités, mais l'association SOS-Homophobie, qui a ouvert en 1994 une ligne d'écoute, dresse tous les ans un état des lieux. En 2006, elle a recueilli 1 332 témoignages, soit une augmentation de 10 % par rapport à 2005. Le nombre d'agressions physiques - trois par semaine - est, lui aussi, en nette augmentation (17 % par rapport à 2005). « La haine envers les homosexuels reste bien vivace en France », affirment Jacques Lizé et Anne Claret-Tournier, président et vice-présidente de l'association. Selon une étude commandée par la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (Halde), 40 % des homosexuels disent avoir été victimes d'actes ou de propos homophobes sur leur lieu de travail.

En 2005, une étude épidémiologique parue en France avait montré, pour la première fois, la très forte propension au suicide des homosexuels. Mené par l'association Aremedia avec la collaboration de l'Inserm, ce travail de Marc Shelly, médecin de santé publique, montrait que, « toutes choses égales par ailleurs » - âge, lieu de résidence, niveau d'études, catégorie socioprofessionnelle et structure familiale parentale -, les jeunes homosexuels ont treize fois plus de risques de faire une tentative de suicide que les jeunes hétérosexuels. Ces résultats confirment les chiffres issus des études américaines, canadiennes et australiennes, qui aboutissent, elles, à des chiffres de « sursuicidalité » variant de six à treize.

Pour cette troisième Journée mondiale, le comité Idaho (International Day Against Homophobia) insiste, en France, sur l'importance de la prévention, mais défend également le principe de l'égalité des droits dans les domaines conjugal et familial. Pendant la campagne électorale, Nicolas Sarkozy a promis de créer, pour les homosexuels, un contrat d'union civile célébré en mairie et ouvrant les mêmes droits sociaux, fiscaux et patrimoniaux que le mariage. Mais il reste fermement opposé à

l'homoparentalité, proposant seulement de simples aménagements destinés à améliorer l'exercice de l'autorité parentale.

Pour M. Tin, ces réformes se résument à de la « *poudre aux yeux* ». « *Le contrat d'union civile sera un ghetto légal réservé aux homosexuels. Nous demandons au contraire l'égalité des droits, pour le mariage comme pour la filiation.* » L'Inter-LGBT (lesbienne, gay, bi, trans), qui organise tous les ans la Marche des fiertés à Paris, se montre, elle aussi, très critique envers le contrat d'union civile : ce statut, estime-t-elle, risque d'« *enfermer les couples homosexuels dans un statut spécifique* » et de conduire à la suppression du pacs, une « *alternative souple au mariage* ».

Mais, concernant l'homoparentalité, l'Inter-LGBT se dit « *prête à avancer* » sur la base des propositions de la défenseure des enfants, Dominique Versini, qui souhaite créer un statut du beau-parent.

Anne Chemin

Pétition pour la dépénalisation universelle de l'homosexualité

L'universitaire Louis-Georges Tin, président du comité Idaho (International day against homophobia), a lancé en novembre 2006 une pétition en faveur de la dépénalisation universelle de l'homosexualité. Aujourd'hui, plus de 70 Etats condamnent encore l'homosexualité, et dans une dizaine de pays la sanction prévue par les textes est la peine de mort. Le comité Idaho souhaite qu'une résolution sur la dépénalisation de l'homosexualité soit portée devant les Nations unies.

Cette pétition a été signée par cinq Prix Nobel - l'archevêque Desmond Tutu, l'économiste Amartya Sen et les écrivains Dario Fo, Elfriede Jelinek et José Saramago -, de nombreux artistes - David Bowie, Meryl Streep, Bernardo Bertolucci, Cindy Lauper, Salman Rushdie - et des responsables politiques - Ségolène Royal, François Bayrou, Jacques Delors, Roselyne Bachelot.

Condamné pour homophobie, M. Vanneste candidat CNI-UMP aux législatives

Le député (UMP) du Nord Christian Vanneste sera candidat aux législatives sous l'étiquette CNI-UMP. Le 25 janvier, cet élu avait été condamné pour « injures homophobes » par la cour d'appel de Douai. En janvier 2005, quelques semaines après la promulgation de la loi réprimant les propos injurieux ou diffamatoires « *en raison de l'orientation sexuelle* », il avait déclaré à *La Voix du Nord* que l'homosexualité était une « *menace pour la survie de l'humanité* ». « *Je n'ai pas dit qu'elle était dangereuse, j'ai dit qu'elle était inférieure à l'hétérosexualité. Si on la poussait à l'universel, ce serait dangereux pour l'humanité* », justifiait-il.

Dix jours plus tard, cet ancien professeur de philosophie qui s'était fait connaître en rédigeant un amendement contesté sur le rôle « *positif* » de la colonisation précisait dans *Nord Eclair* : « *Je critique les comportements, je dis qu'ils sont inférieurs moralement.* » La cour d'appel avait

condamné M. Vanneste à 3 000 euros d'amende et 6 000 euros de dommages-intérêts en soulignant que l'élu avait « *manifesté de manière outrageante son intolérance* ». « *Il s'agit d'une présentation tendancieuse de l'homosexualité qui était de nature à susciter chez les lecteurs des réactions de rejet* », soulignaient les juges.

Quelques jours plus tard, Nicolas Sarkozy, alors président de l'UMP, avait pris ses distances avec Christian Vanneste. Cet élu ne « *sera pas réinvesti aux législatives* », avait-il assuré dans un entretien au *Figaro*.

Voilà donc M. Sarkozy contredit. Christian Vanneste se représentera bien dans la 10^e circonscription du Nord, où il est bien implanté. Le député européen (UMP) Jacques Toubon devrait d'ailleurs venir le soutenir lors d'un meeting, le 21 mai. Face à lui, Christian Vanneste trouvera Najat Azmy, une « *parachutée* » du Parti socialiste.

Interrogé par *Le Monde*, Thierry Lazaro, secrétaire de l'UMP-Nord, justifie ce choix. « *De facto, nous soutenons Christian Vanneste, investi par le CNI, car il a le soutien des militants locaux de l'UMP, du secrétaire départemental, etc., précise-t-il. Mon boulot, c'est l'équité, elle n'a pas toujours été respectée lors de son procès. Christian Vanneste est un homme de terrain, que nous jugeons sur son efficacité dans cette circonscription.* »

Anne Chemin et Geoffroy Deffrennes (à Lille)

* *Articles parus dans le Monde, édition du 18.05.07.. LE MONDE | 17.05.07 | 15h40 • Mis à jour le 17.05.07 | 15h40*

Enquête

Etre un homme : pas si simple

Pas si facile d'être un jeune homme occidental dans les années 2000.

LE MONDE | 15.05.07 | 14h47 • Mis à jour le 15.05.07 | 14h47

BENAINOUS-ROSSI/GAMMA

Etre un jeune homme occidental dans les années 2000 ? Pas si facile. S'il est puissant, musclé et fort en gueule, il prend le risque de passer pour un macho, espèce théoriquement en voie de disparition. Mais qu'il soit doux, délicat et paisible, et les choses ne seront pas plus simples. Encore moins s'il est homosexuel.

« *Aujourd'hui, les jeunes hommes ne se retrouvent ni dans la virilité caricaturale du passé ni dans le rejet de toute masculinité. Ils sont déjà les héritiers d'une première génération de mutants. Fils de femmes plus viriles et d'hommes plus féminins, ils ont parfois du mal à s'identifier à leurs pères* », écrivait déjà la philosophe Elisabeth Badinter en 1992 (*XY. De l'identité masculine*, Odile Jacob, 314 p., 20,80 euros). Quinze ans plus tard, l'évolution reste douloureuse. Surtout lorsqu'elle s'inscrit dans un contexte difficile (milieu socio-économique défavorisé, problèmes d'intégration, fragilité psychologique) et qu'aux formes de discrimination les plus courantes (racisme, sexisme) s'ajoute

l'homophobie.

Cette forme de rejet est jugée particulièrement dangereuse par le psychologue Eric Verdier, coauteur d'*Homosexualités et suicide* (H & O Editions, 2003, 224 p., 17 euros), qui rappelle les conclusions d'une étude épidémiologique française datant de 2005 : toutes choses égales par ailleurs, les hommes homosexuels âgés de 16 à 39 ans présentent treize fois plus de risques de faire une tentative de suicide que les hétérosexuels.

« *Au départ, il s'agissait de mieux comprendre l'incidence de l'homophobie sur les trajectoires suicidaires des jeunes* », explique ce chercheur pour présenter les travaux qu'il vient de mener, trois ans durant, sous l'égide de la Ligue des droits de l'homme. Très vite, il élargit son sujet d'étude, intitulé « *Discriminations et conduites à risque chez les jeunes* », au fait « *de se sentir différent des autres jeunes et d'être exposé à un phénomène de bouc émissaire* ». Autrement dit : de devenir « *une personne désignée par un groupe comme devant endosser un comportement social que ce groupe souhaite évacuer* ».

Pour étayer sa recherche, réalisée avec l'aide financière de la direction générale de la santé (DGS) et du conseil général de la Seine-Saint-Denis, une enquête a été réalisée par courriel auprès d'une soixantaine d'acteurs de terrain (travailleurs sociaux, animateurs, enseignants, personnels médicaux). « *Leur constat est alarmant : tous les indicateurs de mal-être et de prise de risque suicidaire sont réunis concernant les jeunes victimes d'homophobie, y compris pour ceux qui s'identifient comme hétérosexuels* », résume M. Verdier. Et leur diagnostic est unanime : notre société est majoritairement imprégnée d'une homophobie passive institutionnalisée, reléguant les personnes concernées au silence et à l'invisibilité.

« *Les jeunes hommes, même s'ils ne sont pas homosexuels, sont souvent insultés ou raillés avec des vocables comme »tapette« ou »pédé« , où tout ce qui est vu comme féminin est considéré comme des attributs de »sous-hommes«* », précise le psychologue.

Convaincu que le taux anormalement élevé de suicide chez les homosexuels s'explique par « *le déni de souffrance et non la souffrance elle-même* », il estime essentiel, pour aider ces jeunes en détresse, de créer des « *espaces de parole* ». De fait, six lieux d'accueil ont été ouverts par ses soins, depuis 2004, à Arras, à Cherbourg, à Evreux, au Mans, à Nancy et à Paris. Une centaine de jeunes, souvent en grande difficulté sociale et psychologique, y ont été accueillis. Beaucoup sont revenus plusieurs fois.

Que trouvent-ils dans ces lieux de fortune, où la parole, recueillie par deux ou trois adultes référents, tâtonne ? Avant tout, la fin de l'isolement. « *Je suis toujours étonnée du bien-être que ressentent les personnes à voir que leur souffrance est partagée* », constate Laurence Bellanger, infirmière hospitalière et coanimatrice de l'espace de parole mis en place à Cherbourg. Pour ces hommes plus féminins que d'autres, qui reçoivent, affirme-t-elle, des blessures narcissiques « *quasi quotidiennes* » (venant du milieu scolaire ou environnant, mais aussi, souvent, de leur famille), c'est un peu « *comme s'ils cessaient soudain de se sentir étrangers au monde* ». Comme s'ils découvraient enfin qu'ils n'étaient pas les seuls, hors du modèle classique de l'homme viril, à ne pas parvenir sans douleur à imposer leur genre.

« *Aujourd'hui moins encore qu'hier, les fonctions d'homme et de femme ne vont de soi. Elles font l'objet d'une construction identitaire souvent longue et difficile* », souligne Monique Leroux, sociologue à la mission départementale de prévention des conduites à risques et des toxicomanies de la Seine-Saint-Denis. Un constat auquel Eric Verdier ajoute un corrélat de poids, concernant la fonction paternelle. « *La révolution féminine s'est jouée sur la contraception et le droit à l'avortement. Je suis convaincu que, pour les hommes, elle se jouera sur la paternité* », estime-t-il.

Persuadé que, « à force de privilégier les mères et de disqualifier les pères, c'est la place même de l'homme qui est en danger », il appelle les instances gouvernementales à mieux tenir compte « de la vulnérabilité spécifique des hommes et de l'investissement des pères ». Notamment en ce qui concerne la résidence alternée, le plus souvent refusée aux pères qui en font la demande lorsque la mère s'y oppose. Une proposition qui ne manquera pas, chez les hommes comme chez les femmes, de faire débat.

Catherine Vincent

Article paru dans le Monde, édition du 16.05.07.